

Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93 108 Montreuil. Tél : 808.00.80 à 84. Telex : PRENO A 211.628 F.

Édité par la SPN (Société de presse nouvelle) Directeur de la publication : Alain Bobbio. Numéro de la commission paritaire : 46 722.

Imprimé par Rotographie à Montreuil. Riccobono (pour le Sud-Est).

Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest).

- Belgique : 18 Fb • Suède : 2,25 Kr
• Luxembourg : 15 Fl • Italie : 350 L
• Grèce : 22 Dr. • Suisse : 1 Fs
• Portugal : 15 Esc • Algérie : 1,60 Dinar
• Maroc : 2,10 Diram • Hollande : 1 Florin

rouge
quotidien communiste révolutionnaire 1F 80

Colombie:
Vers la première
grève générale

Lire page 2

UN DE GUIRINGARD
DES DE GUIRINGAUD

M. de Guiringaud travaille au « Quai ».
Mais non, pas sur les quais, au « Quai », le ministère des Affaires étrangères.
M. de Guiringaud n'est pas une cloche, c'est un aristocrate.
Ben dame, monsieur, il faut bien lutter contre le chômage...
Donc M. de Guiringaud est aristocrate et diplomate.
C'est lui qui représente, de par le vaste monde, notre grand et beau pays.
Pour qui se prend-il ce paltoquet de l'écriture, d'oser insinuer que notre ministre ne sait pas lire...
Ah bon, vous êtes sûr ?
C'est M. de Guiringaud, lui-même, qui vient de lancer un « avertissement » à l'Afrique du Sud...
Comment ? C'est grâce aux équipements nucléaires que le France a montés en Afrique du Sud...

1 335 596
CHOMEURS-
MILLIONNAIRES

France-soir et le gouvernement préparent le terrain à de nouvelles attaques
contre les sans-emploi

« Il faut démasquer les faux chômeurs » titre « France-Soir » d'hier.
« Des millionnaires touchent le chômage ». Rectification en cours de journée, la première manchette ne faisant pas sérieux ?
« populaire » de M. Hersant lance donc son venin et attise la haine des bien-pensants besogneux contre les chômeurs.

À PARTIR D'AUJOURD'HUI,
LES CHOMEURS CESSENT
D'ÊTRE UNE ESPÈCE
PROTÉGÉE.



térêt de « ceux qui sont réellement chômeurs et qui ont besoin d'être secourus ». Bien sûr.

La CGT dénonce

A la fin du mois de juillet, le nombre de chômeurs, selon les critères du Bureau international du travail, s'élevait à 1 385 596 travailleurs, annonce la CGT.
710 413 de ces demandeurs d'emploi ont bénéficié d'une allocation et, parmi eux, 128 777 ont perçu l'allocation supplémentaire d'attente, les « 90 % ».
Oswald Calvetti, membre de la commission exécutive, met en cause le gouvernement qui, « par l'intermédiaire des responsables de l'ANPE, vient d'engager une nouvelle campagne contre les chômeurs en s'appuyant sur quelques cas marginaux. Il s'agit d'un véritable scandale qui a pour but de préparer l'opinion publique à des mesures que le Conseil des ministres du 31 août doit prendre, et qui visent à exclure de nombreux chômeurs des fichiers de l'ANPE, les privant ainsi des garanties sociales qui découlent de cette inscription... La CGT dénonce cette nouvelle diversion et met en garde l'opinion publique contre les mesures antisociales qu'elle prépare. »

campagne gouvernementale pour la radiation des chômeurs et comment !
« Sur 1 180 000 inscrits, près de 300 000 ne cherchent pas en réalité du travail. » Ces chômeurs, ça va du paresseux béat au petit malin.
« Pourquoi voulez-vous que je travaille ? Je gagne autant d'argent à ne rien faire » ont répondu en cœur tous les ouvriers qu'un patron du Nord voulait réembaucher après les avoir licenciés.
Un autre « cherche un emploi de traducteur de Swahili dans le X° arrondissement de Paris ». C'en est vraiment trop et « France-Soir » annonce, ouf, que le ministère du Travail prépare « une toilette » du fichier des demandeurs d'emploi.
Que l'expression est délicate ! On va faire le ménage ? La feuille de M. Hersant est le torchon qu'agite M. Beullac. Ceci dans l'in-

Ce soir, à 18h30, à Paris
RASSEMBLEMENT DE SOLIDARITE AVEC
LES INCULPES DE MALVILLE
Square de la Tour Saint Jacques M° Châtelet à l'appel du
comité Malville de la région parisienne

En Allemagne Fédérale
Des nazis pas
seulement nostalgiques

Hitler est devenu la dernière vedette à la mode outre-Rhin avec le film « Hitler : une carrière » qui fait salle comble.
On demande aussi aux enfants des écoles de juger, en lui donnant des notes, l'œuvre « historique » du dictateur nazi.
Le SS Kappler, responsable du massacre de 335 Italiens aux Fosses Adreaitines se repose en toute tranquillité à Soltau de son séjour, tout aussi tran-

quille, dans un hôpital militaire italien où il était gardé par des nostalgiques, aussi, de Mussolini cette fois.
Il a bien raison de ne pas s'en faire. Le très socialiste Helmut Schmidt lui a garanti toute impunité, le gouvernement allemand n'ayant « rien à lui reprocher ».
Non content de cette protection, Kappler s'est dotée d'une garde noire qui, de nuit comme de jour, protège sa maison. Bottés et bardés de cuir, ces nostalgiques très actifs

dénoncent les « juifs et les communistes » qui veulent que Kappler soit extradé en Italie.
Comme on le voit sur la photo, ils le font eux aussi, en toute tranquillité.
Tout cela se passe dans l'Allemagne social-démocrate de Helmut Schmidt, cette même Allemagne où les militants communistes sont « interdits de profession » et où, pour « sauver leur vie », on laisse mourir les prisonniers politiques dans les prisons.



ET POURTANT ELLE TOURNE

Proche-Orient

Moshe Dayan a confirmé hier les informations données par le journal américain New York Times selon lesquelles la Syrie, la Jordanie et l'Égypte seraient prêtes à signer des traités de paix avec Israël. La Jordanie et l'Égypte pourraient ensuite étudier l'établissement de relations diplomatiques avec Israël. D'autre part, les israéliens ne s'opposeraient pas à ce que les Palestiniens participent à la conférence de Genève s'ils font partie de la délégation jordanienne. Dernière information, donnée par l'hebdomadaire américain, le Front du refus, qui a toujours été contre une solution politique négociée au Proche-Orient se serait rallié aux thèses de l'OLP de Yasser Arafat.

Grande Bretagne

L'aéroport londonien de Heathrow est bloqué depuis plusieurs jours par une grève des contrôleurs aériens. Une consultation en cours actuellement parmi l'ensemble des contrôleurs aériens du pays pourrait entraîner une grève totale sur tout l'espace aérien britannique à partir de jeudi. Les aiguilleurs protestent contre le refus du gouvernement d'appliquer une convention salariale signée avant l'entrée en vigueur du contrat social en août 1975.

Sri Lanka

Pendant plusieurs jours, l'île du Sri Lanka a été le théâtre de violents affrontements entre tamouls et cinghalais, qui ont fait 25 morts et de nombreux blessés. Depuis dimanche, le couvre-feu est appliqué sur tout le territoire du pays qui est quadrillé par les forces de la police et de l'armée.

Roumanie

L'organe du PC roumain « Scinteia », écrit dimanche que « l'existence d'un centre ou forum principal au sein du mouvement communiste est complètement exclue et inconcevable dans les conditions actuelles ». L'article poursuit qu'en « raison de la grande diversité de conditions dans lesquelles les partis communistes et ouvriers agissent, l'apparition de différences d'opinion et parfois même de divergences dans l'approche et le règlement des problèmes est inévitable ». Et de conclure que « de telles divergences de vues ne doivent en aucun cas conduire à des étiquetages, des blâmes ou des condamnations » faisant clairement référence à la récente polémique entre les « Temps Nouveaux » et Carillo.



Rectificatif

C'est à la suite d'une erreur, contenue dans une dépêche de l'AFP, que nous avons publié dans notre édition de samedi, une information selon laquelle l'actrice Vanessa Redgrave, qui appartient au groupe healiste britannique, aurait participé à Barcelone à un meeting de la Ligue communiste d'Espagne, organisation sympathisante de la IV^e Internationale. C'est en fait à un meeting convoqué par la Ligue ouvrière communiste, LOC, une secte healiste de quarante militants, qu'a participé l'actrice de Blow up, Vanessa Redgrave, qui est dirigeante de l'organisation healiste britannique a d'ailleurs repris à cette occasion ses attaques calomnieuses contre la IV^e Internationale et plusieurs de ses dirigeants.



REPUBLIQUE FEDERALE ALLEMANDE

Des prisonniers politiques en danger de mort dans les prisons du socialiste Schmidt



Holger Meins, mort après une longue grève de la faim dans les prisons allemandes, il y a deux ans.

La quarantaine de détenus politiques en grève de la faim et certains également en grève de la soif demandent à être regroupés par groupe de quinze, au moins, pour contrer la politique d'emprisonnement qui leur est imposée et qui ne vise à rien moins qu'à les briser, future au prix de leur santé mentale.

L'action engagée depuis le 8 août contre les conditions de détention qu'Amnesty International a qualifiées de tortures entre maintenant dans une phase décisive. Les détenus, et particulièrement les militants les plus connus de la Fraction armée rouge (RAF) ont clairement montré leur détermination dans cette affaire et c'est aujourd'hui de leur survie physique qu'il s'agit.

Une longue dépêche de l'AFP en provenance de Bonn et signée par un certain Gilles Lafon détaille « au moins cinq raisons » qui auraient poussé les « extrémistes » à risquer leur vie par des grèves de la faim répétées. Ce faisant il se fait le porte-voix complice de ceux qui, comme le procureur fédéral général Kurt Rebmann estiment que les prisonniers sont traités comme il convient et qu'ils ont des exigences exorbitantes et qu'ils demandent des « avantages non prévus par le Code pénal ».

Gérard Sandoz, dans *le Nouvel*

Observateur de cette semaine, est d'un cynisme comparable quand il nous sert sa profonde étude sur le rôle des femmes dans les groupes terroristes allemands sans mentionner une seule fois que les mêmes « terroristes » sont en train de risquer leur vie dans les prisons du très socialiste Helmut Schmidt. Il semble qu'il y ait des réalités pénibles que Jean Daniel préfère écarter des colonnes de son journal, future raison d'Etat oblige.

Les cinq raisons

Première raison d'ordre pratique : regroupés à quinze ou plus, leurs chances de réussir une tentative d'évasion spectaculaire, notamment par prise d'otages, seraient plus grandes. Demandez à quinze Holger Meins, dans l'état où il se trouvait avant de mourir de réussir une tentative d'évasion.

Deuxième raison, psychologique : si les prisonniers étaient regroupés, une majorité fanatisée parmi eux empêcheraient que des doutes sur la justesse de leur lutte naissent dans leur esprit. L'isolement serait donc le commencement de la sagesse.

Troisième raison : il est plus facile d'entamer une action quand on peut se concerter que lorsqu'on

est séparé. C'est pour cela qu'on ne sépare pas seulement les détenus mais qu'on entrave la possibilité de leurs avocats de les voir.

Quatrième raison, dite politique : les prisonniers demandent à être traités comme des prisonniers de guerre, les regrouper reviendrait à leur reconnaître ce statut.

Cinquième raison : les prisonniers continuent la lutte derrière les barreaux et tiennent à ce que cela se sache, les regrouper serait donc leur faciliter la tâche.

Exemple des conclusions tirées par la justice bourgeoise allemande de tant de machiavélisme de la part de détenus si peu reconnaissants envers le traitement qui leur est accordé : Siegfried Haag, emprisonné à Cologne, s'est vu retirer livres, radio, café et cigarettes. Les visites de son avocat et de sa femme ont également été interdites sur décision du parquet afin de « maintenir l'accusé en vie »...



COLOMBIE

Contre le plan d'austérité

LA MARCHÉ VERS LA PREMIERE GREVE GENERALE

C'est en déclarant « qu'il ne céderait pas aux pressions » que l'actuel chef de l'Etat colombien Alfonso Lopez Michelsen s'apprete à affronter une vague de lutte sans précédent dans le pays.

La politique d'austérité a eu des effets si insupportables que les grandes centrales syndicales qui ne s'étaient jamais retrouvées ensemble sur le terrain de la lutte ont fini par an-

Ce mouvement de grève est l'aboutissement logique d'un déferlement de luttes aux quatre coins du pays qui a fini par contraindre les directions syndicales à proposer une centralisation du mouvement.

Les élections présidentielles qui doivent se dérouler dans les premiers mois de 1978 marquent cependant de leur empreinte les conditions dans lesquelles cette grève générale se prépare.

Austérité et répression

C'est à un plan d'ensemble que les travailleurs sont en train de s'affronter. Le gouvernement a permis des hausses de prix des produits de première nécessité, comme jamais auparavant ; il a élevé le prix des services publics, restreint les droits syndicaux et exercé sa répression policière et militaire et entamé durement le niveau de vie des travailleurs.

Depuis le début de l'année, une tendance marquée à la réactivation du mouvement de masse s'est faite jour et le gouvernement s'est efforcé d'en contrôler le dynamisme en faisant tout pour que ne se profile pas la perspective d'une riposte unifiée à ses plans. Pour ce faire, il a isolé les

conflits les uns après les autres, leur a imposé des négociations séparées, est intervenu comme arbitre dans les négociations avec les patrons pour éviter que sa politique d'ensemble ne soit remise en cause.

La politique du PC

La politique des directions syndicales l'a aidé pour un temps à maintenir dispersée la résistance aux mesures d'austérité, elles qui voyaient dans la négociation à tout prix la pierre de touche d'une politique de défense des intérêts bien compris des travailleurs.

Cette politique de négociation séparée, d'accord usine par usine était celle de toutes les centrales et particulièrement de la CSTC, citée plus haut, qui répond aux orientations du PC. Et la proposition de grève générale formulée par cette centrale depuis le 18 mai ne doit pas être comprise comme un changement complet de tactique mais au contraire comme une réponse, on voudrait dire obligée, de la direction syndicale aux pressions d'une base de plus en plus turbulente et dont les luttes tendaient naturellement à dépasser le cadre qui leur était imposé.

noncer conjointement la préparation d'une grève générale d'une journée, dont on ne connaît pas encore la date. L'église catholique, que l'on ne s'attendait pas à voir en telle compagnie, a même fini par appuyer publiquement une initiative à l'origine de laquelle se trouve la Confédération syndicale des travailleurs colombiens (CSTC) contrôlée par le PC.

Lorsque le 8 juillet le syndicat unique des travailleurs de la construction (Sutimac) vota la grève des quelques 5 000 ouvriers qui lui sont affiliés nationalement, il ouvrait la voie de la lutte de tous les ouvriers des cimenteries du pays, au-delà de ses propres affiliés. Il faut dire que cet appel à la grève intervenait alors que plus d'une dizaine de cimenteries étaient entrées tour à tour dans la lutte et que les assemblées de travailleurs, partout, avaient voté des motions allant dans le sens d'une épreuve de force nationale pour éviter les négociations usine par usine.

Face à des patrons qui stockent insolentement le ciment dans l'attente de la libre exportation du produit et de profits encore plus importants — situation qui en fait un produit rare et cher sur le marché intérieur — les travailleurs des cimenteries ne pouvaient pas vaincre usine par usine, ni même dans une lutte limitée à leur seule branche d'industrie.

Cette tendance à la centralisation joue dans tous les sens, par branche, par ville et région et maintenant nationalement.

La grève générale de l'enseignement a été décrétée hier, elle est

illimitée dans ce sens qu'elle se propose de durer jusqu'à la grève générale nationale. 180 000 enseignants de tous les niveaux réclament une révision de leur statut et la réouverture de plusieurs universités que le gouvernement a fermées à la suite des luttes qui s'y sont dernièrement déroulées.

Les travailleurs du secteur Santé du département de Tolima entameront également une grève pour l'instauration d'une convention collective.

Les ouvriers des cimenteries, dont le mouvement est commencé maintenant depuis trois semaines, ne sont pas les derniers intéressés par l'épreuve de forces qui s'annoncent.

Le PC peut voir dans cette grève générale, exceptionnelle mais limitée, un moyen de se renforcer et d'accroître sa capacité de négociation avec des formations bourgeoises en vue des élections présidentielles, d'autant plus que celles-ci sont encore à une distance respectueuse. L'expérience d'une résistance nationale de tous les travailleurs aux plans de la bourgeoisie et de l'impérialisme n'est pas prêt de quitter la mémoire des travailleurs qui y participeront.

R. Dante

TUNISIE

Après le procès des Ben-Salahistes

La lutte s'accroît au sein du parti unique

Le procès du Mouvement d'unité populaire qui a débuté le 13 juin vient de se terminer à Tunis. Le bilan du plus long procès de la Cour de sûreté de l'Etat est le suivant : six accusés condamnés par contumace à huit années de prison ferme dont A. B. Salah, l'ancien ministre de l'Economie, « reconnus coupables de conservation d'association illégale, de diffusion de tracts contenant des propos outrageux à la personne du président de la République et de propagation de fausses nouvelles destinées à troubler l'ordre public. » Ils sont condamnés à des peines allant de quatre années à six mois de prison fermes dont Mounir Kachouk et Mohamed Daoud, professeurs à l'école normale supérieure et Mohamed Bel Hadj Amor, secrétaire général de l'Union générale des ingénieurs tunisiens sept à des peines avec sursis et neuf acquittement.

Malgré le fait que les charges retenues contre eux comme l'accusation d'atteinte à la sûreté de l'Etat et de complot soient rejetées par la cour, les condamnations prononcées sont très lourdes au regard de l'atmosphère qui caractérisa ce procès. D'un côté l'inconsistance des charges apparaissaient au grand jour, tous les quotidiens rendaient amplement compte du déroulement du procès. De l'autre la volonté du parti destourien de mettre en garde les brebis égarées que, hors des sentiers battus point de salut... Il est même certain maintenant que c'est la police du parti qui a eu le principal rôle dans la répression des militants du MUP, mettant ainsi les bâtons dans les roues au premier fil tunisien Tahar Belkhouja qui se drapait du voile de la démocratie.

Ainsi ce procès aurait eu un mérite, celui d'aiguiser encore plus l'affrontement des différentes fractions du parti unique au pouvoir. Il

aura aussi démontré l'incohérence d'un régime, qui tout en condamnant lourdement d'ex-destouriens comme les ben-salahistes (le Parti destourien est au pouvoir) se montre permissif à l'égard d'une autre frange de l'opposition bourgeoise, ceux-là mêmes qui se dénommaient « le groupe des démocrates socialistes » dans un communiqué publié dans l'organe du parti unique « l'Action » et qui ont l'aval du ministère de l'Intérieur pour la création d'une ligue des droits de l'homme, qui a brillé par son silence depuis sa naissance.

Certes tout cela ne nous fera pas oublier, que si le procès des ben-salahistes a fait beaucoup de bruits et couler beaucoup d'encre, d'autres militants croupissent dans les geôles de Bourguiba depuis la mi-mai sans procès, dans une situation désespérée (cf. « Rouge » n° 409 du 28 juillet). Que des dizaines d'ouvriers de lycéens, de paysans, qui ont tout simplement refusé l'exploitation, l'oppression et l'injustice, purgent des dizaines d'années de prisons dans l'indifférence la plus totale. Que des militants révolutionnaires viennent de franchir le cap des six, sept, et huit années de détention et dont le sort est des plus précaires. Voilà la réalité de la répression qui se fait quotidienne en Tunisie. Voilà l'ambiance de fin de règne du Bey qui fête durant tout le mois d'août son soixante-quatrième anniversaire.

Plus que jamais la lutte pour la libération des détenus politiques et l'amnistie totale est à l'ordre du jour. La lutte pour les libertés les plus élémentaires se fait de plus en plus urgente. Plus que jamais le devoir de tout militant et de toute militante est d'œuvrer en vue de briser la machine répressive qu'est la Cour de sûreté de l'Etat et de toutes les juridictions d'exception.

Révolution socialiste arabe

Tribune antinucléaire

MARCHE SUR BARSEBACK, EN SUEDE, LE 10 SEPTEMBRE

A l'appel des quatre plus grandes organisations écologistes de Scandinavie, une marche se déroulera le 10 septembre depuis Lomma jusqu'à la centrale nucléaire de Barseback en Suède.

Barseback ? Une centrale nucléaire située dans la région la plus peuplée de Scandinavie. 2 millions et demi d'habitants vivent dans un rayon de 40 kilomètres autour de la centrale. A moins de 20 kilomètres de celle-ci se trouve Malmö (plus de 300 000 habitants). Faisant face à Barseback, de l'autre côté de l'eau et à la même distance de 20 kilomètres se trouve Copenhague, ville de plus d'un million d'habitants. Copenhague, capitale d'un pays (le Danemark) qui s'est jusqu'ici refusé à « l'aventure » nucléaire est donc menacée par une centrale nucléaire.

Deux réacteurs sont en fonction. Le premier (Barseback 1) fonctionne depuis 1970. Quant au second (Barseback 2), sa mise en service est postérieure aux élections qui ont porté au pouvoir les trois partis bourgeois, élus en grande partie pour leur prise de position antinucléaire lors de la campagne électorale.

Une des conditions mises par le gouvernement à la mise en service de Barseback 2 était que le problème des déchets soit résolu avant le 1^{er} octobre. A cette date le gouvernement doit se réunir et prendre une décision définitive. D'où la date choisie pour la marche.

Il s'agit de montrer aux autorités scandinaves que les peuples de ces pays refusent le nucléaire. Des quatre pays scandinaves, seules la Finlande et la Suède possèdent des centrales nucléaires (1 réacteur pour la première, 4 pour la seconde). Si la volonté populaire contraint le gouvernement suédois à reculer, c'est donc l'avenir du nucléaire en Scandinavie qui se trouvera compromis.

Les groupes ou les personnes désirant participer à la marche peuvent écrire à : OOA — Skindergade 26 — 1 159 Kobenhavn K — Danemark, ou téléphoner au : (01) 15.63.32, toujours à Copenhague. L'anglais est préférable au français.

Mais si vous ne pouvez pas vous déplacer, il vous est possible de montrer votre solidarité en écrivant une lettre de protestation à l'ambassadeur de Suède, 66, rue Boissière, 75 016 Paris. Exigez l'arrêt immédiat de la centrale de Barseback. Envoyez une copie de votre lettre à l'OOA (adresse ci-dessus).

La radioactivité n'a pas de frontière. Notre solidarité non plus. Notre force naît de notre union. Non à l'énergie nucléaire ! non au centralisme !

Gérard Meunier, pour l'Organisationen til Oplysning om Atomkraft (OOA)

La correspondance Priouret - Marchais

AU REGNE DES FORMULES VAGUES

La réponse de Marchais à Priouret publiée hier par le *Matin* et l'*Humanité* se veut un plaidoyer intransigeant pour que « les lendemains ne déchantent pas ». A l'économiste du *Matin* qui s'inquiétait de la faible marge de manœuvre entre « l'austérité de Barre » et « l'expansion nourrie par le progrès du pouvoir d'achat » le leader du PCF répond : « Il n'y aura pas d'austérité de gauche, elle est socialement intolérable et économiquement nuisible... Elle est totalement injustifiée »

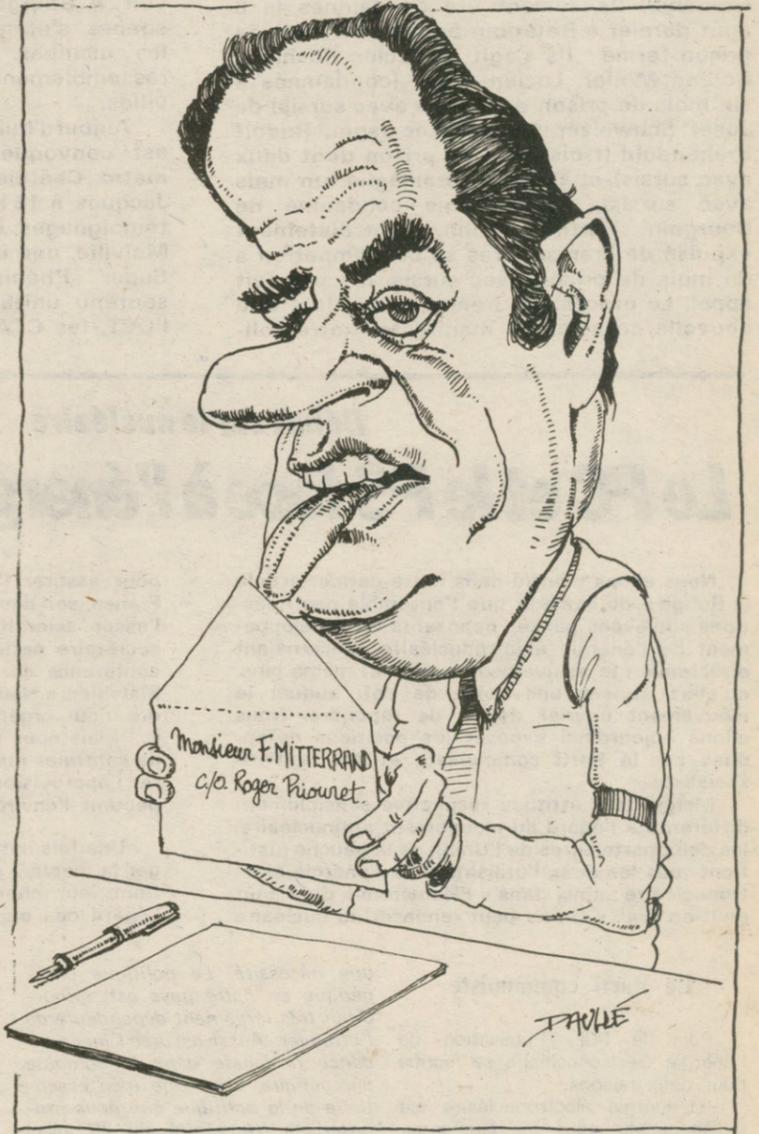
Contrairement à ce que laisse prévoir certaines déclarations des économistes du PS, contrairement aussi aux discours et à la pratique du PC italien, Marchais proclame donc que les propositions de son parti « s'en prennent à la domination du grand capital et dégagent par là, les ressources permettant de sortir progressivement notre pays de la crise. » Et il fait implicitement le procès inverse aux socialistes. Ainsi joue la direction du PC. Dans cette polémique estivale somme toute bien contrôlée, elle cherche à apparaître comme l'aile gauche de l'union, la seule garantie contre les possibles trahisons des autres.

Malheureusement, cette lettre à Priouret comme les propositions « concrètes » du PCF n'apportent pas grand chose de nouveau. Marchais insiste sur « la participation active des salariés » aux différentes « réformes de structures nécessaires pour dégager les moyens du progrès social », mais n'en définit jamais les formes précises. Il reste flou. Car s'il voulait réellement rompre avec la politique de gestion de l'économie capitaliste prévue au Programme commun, il faudrait autre chose que les formules vagues employées dans sa lettre.

La participation des travailleurs

Il évoque par exemple, pour éviter la fuite des capitaux, le contrôle des changes. Mais propose-t-il de décréter l'inconvertibilité du franc pour se couper du système monétaire et des lois capitalistes du marché ? Défend-t-il la logique du monopole du commerce extérieur, la seule qui permette de contrôler étroitement l'intérêt social des importations effectuées, la seule à partir de laquelle on peut imposer à l'impérialisme l'échange de marchandises contre des marchandises et non plus contre des dollars ? Rien de cela. Au contraire, Marchais et son parti gardent des formules évasives comme « la maîtrise des mouvements extérieurs de capitaux » (*Humanité* du 22 avril 1977), sans autres précisions. Il ne répond pas sérieusement à Priouret pour qui le contrôle des changes actuels est « une passoire prévue pour l'être ». La seule réponse possible se trouve en effet hors du Programme commun.

De même pour le contrôle des prix. A Priouret qui constate que « l'effectif des contrôleurs est squelettique », Marchais répond par un développement apparemment plus « gauche » que les discours technocratiques d'un Rocard. « Vous oubliez, dit-il, que le contrôle des prix que nous instaurons se fera avant



tout à la production, là où les prix sont fixés, qu'il s'appuiera sur la participation active des salariés ayant acquis des droits nombreux ». Il est exact que c'est à la production que se forment les prix et que donc le contrôle des prix industriels est inconcevable sans le contrôle de la production elle-même. Mais quels moyens propose le PC pour que les travailleurs exercent ce contrôle ? Au niveau le plus élémentaire, suggère-t-il que la clause du secret qui lie les comités d'entreprises soit combattue et levée ? Plus largement, militent-il pour que les travailleurs élisent des délégués par atelier, contrôlés par leurs mandants et révocables à tout moment ? Défend-il le droit de veto sur les cadences, les licenciements, les conditions de travail ? Rien de tout cela n'est proposé par Marchais et son parti. Alors comment s'exprimera la participation active des salariés ? Pendant l'heure mensuelle d'information prévue par la première rédaction du Programme commun ? Dérisoire.

Et quand bien même un réel contrôle des prix serait imposé par la classe ouvrière aux patrons, ceux-ci réagiraient. Un contrôle efficace mettrait en péril les profits qu'ils recherchent avidement. Le PC envisage-t-il la confiscation des entreprises aux patrons qui feraient, en réaction, la grève des investissements ? Une telle hypothèse est aux antipodes des limites strictes assignées aux nationalisations par le Programme commun.

Finalement, Marchais n'avance rien de concret dans sa lettre. Il reste vague. Donner aux

travailleurs les moyens de prendre réellement leurs affaires en main, s'engager vers le renversement de « la domination du grand capital » exigerait, au contraire, des axes de lutte anticapitalistes précis, sans concessions. Bref, la rupture avec le Programme commun. Ce n'est évidemment pas de cela que discute Marchais avec Priouret.

J.Y. Touvais

Explosion à la centrale thermique de Porcheville

Une violente explosion due certainement à une surtension, a causé d'importants dégâts lundi à midi dans les installations de la centrale EDF de Porcheville (Yvelines). Deux ouvriers qui travaillaient à proximité ont été blessés et transportés à l'hôpital. D'une hauteur de trois étages, l'alternateur endommagé a coûté plusieurs dizaines de millions de francs. Sa remise en état durera plusieurs mois.

Inscriptions

L'UNCAL proteste contre la limitation des inscriptions universitaires : « Devant cette attitude qui tend à soustraire au baccalauréat sa qualité première la possibilité d'entrer en faculté, les lycéens s'inquiètent et s'interrogent quant à l'utilité et la valeur de ce diplôme. »

Le sacristain de Notre-Dame porte plainte

A suite de l'occupation de Notre-Dame de Paris par une trentaine de militants du comité de soutien aux inculpés antinucléaires (cf. « Rouge » d'hier), le sacristain qui avait tenté de les vider sans succès, a porté plainte. Les sept personnes qui avaient été arrêtés par la police ont été mises à la disposition de la police judiciaire.

Demain, en cour d'appel de Grenoble

Procès des sept manifestants antinucléaires de Malville

Rassemblement ce soir à Paris, 18h 30, Square de la Tour Saint Jacques, M° Chatelet

Demain sept manifestants antinucléaires de Malville passeront en appel à la cour de Grenoble. Ils avaient été condamnés le 6 août dernier à Bourgoin à plusieurs mois de prison ferme. Ils s'agit de Lucien Bechloff, Roland Muller, Lucien Mons (condamnés à six mois de prison dont trois avec sursis) de Josef Schweizer, Hans Peter Jager, Rudolf Krahenduhl (trois mois de prison dont deux avec sursis) et Thérèse Ciramaglia (un mois avec sursis). Le huitième condamné de Bourgoin, Hartmut Kuhn, immédiatement expulsé de France après sa condamnation à un mois de prison avec sursis, n'a pas fait appel. Le procès de Grenoble constitue une nouvelle occasion de manifester notre soli-

darité avec les militants antinucléaires victimes de la répression xénophobe du pouvoir. A Bourgoin, plusieurs milliers de personnes s'étaient mobilisées pour soutenir les inculpés. Aujourd'hui et demain des rassemblements auront lieu dans plusieurs villes.

Aujourd'hui à Paris, un rassemblement est convoqué par le comité Malville au métro Châtelet, Square de la Tour Saint-Jacques à 18 h 30. Il y aura du théâtre, des témoignages, une exposition sur la manif de Malville, une information sur le nucléaire et Super Phénix. Le rassemblement est soutenu unitairement par le PSU, la LCR, l'OCT, les CCA et l'UTCL. Venez nombreux.



Débat sur le nucléaire

Le PC et le PS face à l'énergie nucléaire

Nous avons montré dans notre dernier article (« Rouge » de samedi) que l'ensemble des questions soulevées par les opposants au développement de l'énergie électronucléaire concernaient directement le mouvement ouvrier et même plus, qu'elles étaient une sorte de défi auquel le mouvement ouvrier devait répondre. Nous allons aujourd'hui exposer les positions défendues par le Parti communiste et par le Parti socialiste.

Malgré leur attitude respectueuse sensiblement différente à l'égard du mouvement antinucléaire, les deux partenaires de l'Union de la gauche justifient tous les deux l'utilisation de l'énergie électronucléaire ; ainsi dans « l'Humanité » du 4 août peut-on lire : « On ne peut renoncer au nucléaire

pour assurer l'indépendance énergétique de la France, son développement économique et social, l'essor scientifique. » Quant à Louis Mermaz, secrétaire national du PS, il déclarait dans une conférence de presse après la manifestation de Malville : « Nous suivons nos propres mots d'ordre, nous organisons nos propres manifestations (...) Mais nous ne disons jamais qu'il ne faut pas de centrales nucléaires. Nos priorités sont d'assurer l'approvisionnement énergétique tout en respectant l'environnement. »

Une fois cette position établie, il reste à déga-ger la manière dont ces deux organisations justifient leur choix et quelle est leur attitude à l'égard des opposants aux centrales nucléaires.

Le Parti communiste

Pour le PCF, l'utilisation de l'énergie électronucléaire se justifie pour deux raisons :

— L'énergie électronucléaire est indispensable pour le développement économique et le bien-être de tous : « Prétendre que l'on pourrait se passer du nucléaire est démagogique. Cela reviendrait à admettre la stagnation économique, à s'accommoder de la persistance de la misère dans notre pays, de la malnutrition dont souffrent des centaines de milliers d'hommes dans le monde. » (Humanité du 26 juillet 1977).

— L'indépendance nationale : « Nous disons par conséquent très nettement que le recours à l'énergie nucléaire à des fins pacifiques est

une nécessité. La politique énergétique de notre pays est aujourd'hui très largement dépendante de l'étranger. Aussi assurer l'indépendance nationale dans le domaine énergétique, c'est une idée essentielle de la politique que nous proposons. » (Humanité du 28 juillet 1977).

Et tout cela au nom de la Science et en envoyant au pilori les opposants à l'énergie nucléaire : « Nous vivons une époque extraordinaire du point de vue de la rapidité du développement des sciences et des techniques. Devant ce phénomène, certains, pour reprendre une formule célèbre, voudraient nous ramener au temps de la marine à voile et de la lampe à huile (...) Rejetant de telles conceptions, nous aspirons nous, communistes, à prendre appui sur le développement

des sciences pour contribuer au bonheur des hommes. » (Humanité du 28 juillet 1977).

Bien évidemment le PCF porte des critiques contre l'actuel programme électronucléaire français :

— D'abord, il n'a pas été décidé démocratiquement : « S'il est un domaine où l'autoritarisme du pouvoir est particulièrement flagrant, c'est bien celui de l'énergie électronucléaire. Le programme de construction de centrales nucléaires a été décidé par le pouvoir sans discussions, sans recourir à la sanction du vote des élus que ce soit au Parlement, ou au niveau des régions et des collectivités locales. » (Humanité du 26 juillet).

— Ensuite, les multinationales ont de plus en plus de poids, ce sont elles qui font la loi et qui prennent toutes les décisions importantes :

« La démarche du pouvoir consiste aujourd'hui à démanteler le Commissariat à l'énergie et à en faire l'auxiliaire et le serviteur des firmes multinationales qui se partagent le gâteau du nucléaire. Elle consiste à ôter à EDF la maîtrise des réalisations. Privatisation et soumission au capital étranger marque le plan gouvernemental. »

Le PCF propose dès lors : — d'une part de démocratiser la politique énergétique (« A l'opposé de la politique autoritaire de Giscard d'Estaing, le PCF oppose la concertation, le débat et le choix démocratique. » Humanité du 4 août 1977) ;

— d'autre part, « d'en finir avec la mainmise des monopoles sur la politique nucléaire en France. Par conséquent nationaliser ces monopoles et redonner au CEA et à l'EDF le rôle qui leur était dévolu à l'origine. » (Humanité du 29 juillet 1977) ;

— et pour terminer, d'appeler à voter en 1978 pour le Programme commun (« Pour conquérir la sécurité, maîtriser le nucléaire, la vigilance de tous et un changement profond de politique sont nécessaires. » Humanité du 30 juillet 1977).

A l'argumentation développée, l'on comprend pourquoi le PCF n'aime guère les opposants au nucléaire. Ainsi sont-ils pour lui, ou des irrationnels : « Les communistes ne partagent pas la peur irrationnelle de certains adversaires des centrales nucléaires » (Henri Sigre, revue Economie et politique, avril 1976), ou des gens au service de la bourgeoisie : « Pour qui marchent les manifestants de Malville ? Les grands moyens d'information tentent de conférer aux groupes dits « écologistes » le monopole de la contestation du mode de croissance actuel. » (Humanité du 30 juillet 1977) ; ou encore : « C'est pourquoi, spéculant sur les interrogations et l'inquiétude d'une partie de la population, la grande bourgeoisie tente de promouvoir les thèmes dits « écologistes », qui présentent l'intérêt inestimable de renvoyer droite et gauche dos à dos. » (Humanité du 29 juillet 1977).

Le Parti socialiste

Apparemment, du côté du Parti socialiste, les positions semblent plus confuses. Mitterrand n'a-t-il pas suggéré la possibilité d'un référendum sur la question de la politique énergétique et les militants de base du PS ne s'engagent-ils pas dans des luttes antinucléaires rejetant non seulement le programme électronucléaire français, mais le nucléaire lui-même. Cependant, les positions défendues au sommet par la hiérarchie du Parti ne sont pas celles-là. En effet, en mai 1975, les positions du PS étaient codifiées dans une déclaration du comité directeur qui se déclare pour le principe d'un programme électronucléaire limité en posant trois préalables :

— l'élaboration d'une politique énergétique d'ensemble diversifiée ;

— adoption d'une loi nucléaire définissant le code de procédures et des responsabilités à tous les niveaux de production ;

— création d'une agence de sécurité, indépendante des pouvoirs publics et des intérêts industriels.

Ainsi, bien que généralement les élus socialistes aient systématiquement refusés toute autorisation d'implantation, ils n'ont que très peu participé aux manifestations antinucléaires sur le terrain. André Chappuis, secrétaire national du PS déclarait que « les socialistes ne peuvent accepter certains excès écologistes. On ne lutte pas contre l'urbanisation capitaliste en allant à la campagne... De même, on ne lutte pas contre l'utilisation capitaliste du nucléaire en refusant ce type d'énergie... » (Le Poing et la rose, juin 1975). De même Louis Darinot, député socialiste, justifiait la non-participation de son organisation à la manifestation de Flamanville : « Nous évitons actuellement toute manifestation publique qui pourrait être interprétée comme un refus pur et simple de l'énergie nucléaire. » (Matin de Paris août 1977). Les limites de la position du PS apparaissent donc clairement. Et Mitterrand a beau déclarer qu'il ne voit pas de « différends avec les écologistes si l'on excepte la divergence sur le principe même de l'énergie nucléaire », la divergence avec les opposants à la conception des centrales nucléaires est de taille !

Louis Besson, député socialiste et président du conseil général de Haute-Savoie résume très bien les difficultés dans les quelles se trouvent les deux partis du Programme commun : « Dialogue difficile donc, entre militants antinucléaires pouvant exprimer sans contraintes leur spontanéité et leurs souhaits et le Parti socialiste soucieux de tenir compte du niveau de conscience des masses, certes, mais plus encore des exigences d'une politique économique et de certains équilibres sans lesquels la résorption du chômage et une politique hardie seraient a priori compromises, mais dialogue possible tout de même. » (Lettre ouverte au Monde du 8 août). Une telle déclaration à l'avantage d'être claire. Ainsi, lorsque le mouvement antinucléaire se heurte aux organisations réformistes, que ce soit le PC ou le PS, il se heurte au fait que ces partis n'ont d'autres ambitions que de gérer l'économie capitaliste, qu'ils fondent la défense de la classe ouvrière sur la croissance du gâteau capitaliste, pourvu que la tranche de la classe ouvrière soit plus grande, sans remettre en cause ni les formes et les priorités de la croissance, ni le mode de partage du gâteau. Et c'est ce qui les conduit irrémédiablement à accepter l'énergie électronucléaire. L'ensemble de l'argumentation qu'ils emploient pour justifier leur position est empreinte de leur politique de collaboration de classes. C'est ce que nous essaierons de montrer demain en analysant précisément l'ensemble de leurs arguments.

(à suivre)
G. Aguirre



Une vue de la tribune au meeting du PS sur le nucléaire à Courtenay, le 30 juillet 1977, le jour de la marche sur Malville...

0,9% de hausse des prix en juillet

Les patrons embaucheront l'année prochaine

0,8 % ou 0,9 % ? C'est entre ces deux chiffres que se situera la hausse des prix enregistrée en juillet. Elle devrait être confirmée officiellement à la fin de la semaine. Une certitude d'ores et déjà : on sera loin, très loin des 0,5 % sur lesquels brodait depuis quelque temps la télévision à la suite d'indiscrétions « savamment » (?) calculées.

Que l'indice INSEE enregistre 0,8 % ou 0,9 % de la hausse des prix en juillet — l'indice GCT sera probablement plus élevé — importe peu. Ce qui est à noter, c'est la stabilité de la hausse à un taux élevé : on a déjà rencontré les mêmes chiffres depuis un an chaque mois, ce qui signifie que le taux annuel d'inflation pourrait être de l'ordre de 10,5 à 11 %. Comme à l'habitude, les services du Premier ministre, fort silencieux depuis que l'annonce de cette nouvelle forte hausse a filtré dans « Le Monde » de samedi, vont probablement en trouver la raison justificatrice et annoncer des lendemains meilleurs. C'était la faute au café en février, la faute aux tarifs débloqués des entreprises publiques en avril, la faute aux pluies de printemps retardant les récoltes en juin. Cette fois, la hausse des loyers — pourtant prévisible puisqu'à date fixe chaque année — et celle des tarifs de la RATP — artificiellement bloqués depuis quelque

temps dans l'espoir précisément d'éviter un bond de l'indice — devraient porter le chapeau. On a beau être le meilleur économiste de France, on est soumis, que voulez-vous, à des contingences qui vous dépassent...

Barre avait promis 6,5 % de hausse des prix pour l'année. A mi-parcours, on y est déjà. Voilà un premier bilan. Mais Barre avait aussi annoncé un plafond de 6,5 % pour les hausses de salaires. Force est de constater que les patrons sont plus dociles que le climat. Les hausses n'ont pas, dans l'ensemble, dépassé les 4,5 % pour le premier semestre. Faites vos comptes : 6,5 % d'un côté ; 4,5 % de l'autre, la perte en pouvoir d'achat est de 2 % en six mois. Mais rassurez-vous. Si les prix galopent, ainsi que l'explique « Le Monde » en conclusion, c'est qu'il (Barre) a voulu donner aux industriels les moyens d'investir pour embaucher l'année prochaine. » L'année prochaine...

E. E.

DEFFRENNE EST TOUJOURS OCCUPE A ROUBAIX

Les travailleurs de Deffrenne, entreprises de tissage appartenant au groupe Schlumpf, situées à Roubaix et à Leers (Nord), occupent leurs usines jour et nuit depuis le 4 mai 1977. Cette occupation est intervenue pour marquer le refus de la liquidation des entreprises qui a pour conséquence de jeter 300 salariés à la rue. Les revendications des travailleurs de chez Deffrenne sont simples : ils se battent pour le droit au travail, pour le maintien de tous les emplois. Le 29 juillet, le tribunal de référé de Lille statuait sur « l'affaire Deffren-

ne ». Les occupants avaient légalement jusqu'au 22 août à 0 h pour évacuer les locaux. Les travailleurs, loin d'être impressionnés par cette mesure avaient appelé astucieusement à un meeting public à l'intérieur de l'entreprise, hier à 6 h du matin, date et heure auxquelles la loi autorisait les CRS à investir les lieux. La CFDT (majoritaire dans l'entreprise), la CGT, la FSCV (Fédération syndicale du cadre de vie), le PS, le PC, le PSU, HR avaient décidé d'apporter leur soutien en participant au meeting.

Un meeting au petit matin

Roubaix, de notre envoyé spécial.

Le petit jour n'était pas encore levé sur Roubaix que les travailleurs des entreprises voisines (Steins, Ugine-Kuhlman, Thilda...), des militants syndicaux, politiques, rentrés parfois la veille de vacances pour assister au meeting, arrivaient les paupières encore lourdes de sommeil, vers l'usine. Après cette longue nuit d'attente, l'ambiance était plutôt au soulagement : les expulsés n'ont pas pris ce matin le chemin de l'usine. Ce fut environ devant 150 personnes que le meeting débuta. Les porte-parole des organisations syndicales et politiques, le maire de Roubaix se succédèrent, apportant leur soutien au combat des Deffrenne et exposant leur position sur le conflit. L'intervention du délégué CFDT de Deffrenne fut la plus remarquée. Il retraça l'histoire du conflit et résuma ainsi à l'assistance le sens de la lutte : « Nous voulons souligner que l'inscription qui est portée sur les murs

des usines depuis quelques jours (la justice ne doit pas se tromper, les fautifs = Deffrenne et Schlumpf) n'est pas qu'un slogan et nous ferons en sorte que les responsables de ce désastre soient punis. Notre lutte depuis plus d'un an prouve aussi que le droit de vivre et travailler au pays n'est pas non plus qu'un slogan, mais que nous exigeons ce droit pour tous les travailleurs. »

Ce meeting fut, compte tenu de l'heure et de la période des

vacances — de nombreux travailleurs de Deffrenne sont encore absents —, ressenti comme un succès. Il fut une répétition générale et un avertissement qui montrent au pouvoir que la détermination des occupants, la solidarité manifestée par la population aux travailleurs de Deffrenne sont aujourd'hui loin d'être entamées.

B. Nicolas

Un travailleur tué au Centre hospitalier de Pontchaillou-Rennes

Vendredi dernier, Joseph Louis, travailleur du CHR de Pontchaillou, où il était employé au service des liaisons, s'est tué en tombant de la plate-forme élévatrice du camion transportant les repas aux différents services de l'hôpital. Seul commentaire du directeur de l'économat : « Il n'avait pas à se trouver sur cette plate-forme. » Joseph Louis avait 34 ans, était marié et père de quatre enfants.

Cet accident pose une nouvelle fois le problème de la sécurité dans les hôpitaux, où les risques sont de toutes sortes : de la piqûre par une aiguille ayant déjà servi pour un malade atteint d'hépatite virale aux allergies médicamenteuses en passant par les radiations dangereuses.

Correspondant



Une algérienne est illégalement interdite de séjour en Guyane

Echec au Conseil d'Etat

Ceci est l'histoire de Salima Adjali, citoyenne algérienne, qui avait la naïveté de croire qu'en Guyane, planète de la constellation TOM-DOM, les lois de la République étaient les mêmes qu'en « métropole ». C'est aussi, d'une certaine façon, l'histoire d'une administration qui ne cesse de

clamer que les TOM-DOM sont la France, mais qui sait opportunément l'oublier quand ça l'arrange. Enfin, ceci est l'histoire de la toute puissance de l'exécutif par rapport au législatif, même si le dernier a théoriquement le pas sur le premier.

Tout commence en juillet 1975, lorsque Salima Adjali se présente au bureau d'Air France, à Paris, pour prendre un billet à destination de la Guyane. Depuis 1973, elle vivait avec Alain Michel, un fonctionnaire des PTT guyanais. Elle était revenue en France pour terminer ses études et, ces dernières une fois faites, elle y retournait. Tout simplement. Premier étonnement lorsqu'Air France lui déclare qu'il lui faut un visa pour pénétrer en Guyane. Les Algériens n'ont pourtant pas besoin de visa pour pénétrer en France, et la Guyane est théoriquement territoire français. Elle demande néanmoins un visa auprès de la préfecture de police, l'obtient pour trois mois et part en Guyane. Fin du premier acte.

Une fois de l'autre côté de l'Atlantique, Salima Adjali demande un permis de séjour. A toutes ses demandes le préfet de Cayenne ne répondra que par le silence. Et aussi par des tracasseries bien de chez nous, matérialisées par quelques gendarmes qui viennent, de temps en temps, l'interroger. Salima Adjali décide alors d'épouser son ami. Nouveau mutisme préfectoral à ses demandes d'autorisation.

C'est que, et c'est là la raison de tous les ennuis de Salima Adjali, Alain Michel est militant syndical de l'UTG (Union des travailleurs guyanais), membre actif du MOGUYDE (Mouvement guyanais de décolonisation). Il est difficile de l'expulser, celui-là. C'est un agitateur, certes,

indésirable pour tout préfet qui a le sens de l'ordre et la connaissance des intérêts colonialistes à défendre, mais enfin, Alain Michel est toujours plus guyanais que le préfet Bourseiller. On va donc l'embêter en se rabattant sur son amie. Lors d'une entrevue entre le bureau de l'UTG et le préfet, ce dernier déclare : « Je m'oppose personnellement au mariage d'Alain Michel. »

Et comme il a de la suite dans les idées, il continue, dans les mois qui viennent, à envoyer ses gendarmes poser toujours les mêmes questions.

En janvier 1977, le mouvement s'accélère. Le 29, Salima Adjali est reconvoquée pour s'entendre lire un arrêté d'expulsion de tout le territoire français qu'elle refuse de signer. Comme la loi lui en donne le droit, elle fait appel devant la commission des expulsions qui... refuse de l'entendre. Le 22 mars, elle est expulsée et le préfet respire. Fin du deuxième acte.

Salima Adjali ne baisse pourtant pas les bras. Elle a fait appel de l'expulsion devant le tribunal administratif de Cayenne, lequel ne se réunit qu'une fois par an. Elle saisit donc le Conseil d'Etat pour qu'il suspende la mesure jusqu'à la réunion du tribunal administratif. Le 6 juillet dernier, le Conseil d'Etat lui accorde le sursis, c'est-à-dire l'autorisation de rentrer provisoirement en France, donc en Guyane. Revenue le 13 juillet en France,

Salima Adjali s'apprête à retourner en Guyane. Mais à la préfecture de police, une fois de plus, on lui déclare nécessaire un visa (voir plus haut). Lequel visa ne peut s'obtenir qu'avec une carte de séjour. Laquelle carte de séjour lui est refusée car le préfet de Cayenne il a entre temps changé et s'appelle maintenant Le Direach, le bien nommé) a émis un avis défavorable pour l'obtention du visa. Les cercles vicieux des cercles vicieux. Pour le briser, son avocat demande alors en vertu de quel texte il faut visa pour entrer en Guyane quand on a le droit d'entrer en France. Réponse : en vertu d'une circulaire en date du 5 juillet 1977 — soit un jour avant la décision du Conseil d'Etat.

Curieuse circulaire en vérité. Elle donne tous pouvoirs au préfet de Guyane pour accepter ou refuser un visa aux citoyens algériens. C'est déjà peu commun, voire illégal, mais il y a mieux : personne n'a jamais vu cette mystérieuse circulaire. Aux avocats qui en demandent la photocopie ou, au moins la lecture, on répond de façon dilatoire. Lorsqu'on en cherche l'origine, on répond qu'elle émane des Affaires étrangères qui déclarent... ne pas la connaître et renvoient au ministère de l'Intérieur, lequel pense qu'elle existe mais se trouve dans l'impossibilité de la montrer, etc. Circulaire invisible, sans doute inexistante, qui sert en fait à mettre en échec la décision du Conseil d'Etat. M^e Lyon-Caen, l'avocat de



Salima Adjali

Salima Adjali, a donc fait un second recours devant cette juridiction pour qu'elle fasse appliquer sa première décision. Aujourd'hui expire le délai imparti au ministre de l'Intérieur, chef hiérarchique du préfet de Cayenne, pour qu'il s'explique. Comme il est peu probable qu'il le fasse, l'affaire devra bien être, un jour ou l'autre, jugée sur le fond. Compte tenu des nombreuses illégalités administratives, il est peu probable que le ministère de l'Intérieur gagne la partie. Il le sait mais n'en a probablement cure : l'important était de créer de tels ennuis à Salima Adjali qu'on pousse son ami à quitter la

Guyane pour pouvoir la rejoindre. Cette fois, ça n'a pas marché. Mais pour combien d'étrangers de telles pressions demeurent infructueuses ?

Georges Marion

Un Comité guyanais contre les injustices et pour la défense des libertés a été créé pour soutenir Salima Adjali : 94 ter, rue Christophe-Colomb, 97300 Cayenne. Adresse en France : Action tricontinentale, 46 rue de Vaugirard, 75007 Paris tél. : 329.34.65). C'est à cette dernière adresse que peut être envoyée toute contribution financière (avec mention Salima Adjali).



C'EST ARRIVÉ PAR LA POSTE ERNST BLOCH, LE STALINISME ET LE SIONISME

« J'ai lu attentivement l'hommage à Ernst Bloch (cf. Rouge n° 417). Etant d'accord avec votre jugement : Bloch est un des « grands intellectuels marxistes de culture allemande », je constate cependant qu'il manque une dimension critique dans l'article en question. Ça concerne quelques points.

1) La position de Ernst Bloch envers le stalinisme : comme Lukacs, Bloch a pris position très nettement pour le stalinisme. Qualifier son article (de 1937) « Jubilé des renégats » comme « malheureux » est un euphémisme. Cet article n'est pas une simple faute, mais un défaut. Je concède que Bloch n'a jamais abouti à partager des théories stalinisées dans le domaine de la littérature comme Lukacs. Au contraire, il a « comme Brecht » vivement critiqué la théorie de la littérature chez Lukacs. C'est néanmoins après le XX^e Congrès du PCUS qu'il s'est permis une critique du stalinisme qui reste — comme dans le cas de Lukacs — ambivalente. Quelque peu honteux de ses écrits pendant le stalinisme, il les a révisés partiellement dans une nouvelle édition, sans l'indiquer.

2) La position envers le sionisme : Ernst Bloch a lucidement caractérisé et critiqué le sionisme et Israël dans le chapitre 36 du deuxième volume du *Principe espérance* de l'édition allemande : « Un enthousiasme extraordinaire a poussé la jeunesse juive dans la reconstitution de l'ancienne terre (...) Néanmoins tout cela n'a conduit qu'à une



seule chose : l'Etat d'Israël, peuplé par les fuyitifs fuyant le fascisme, est devenu à son tour un Etat fasciste. A cette amère fin (...) Israël a ajouté de devenir le roquet, même pas bien contrôlé, de l'impérialisme américain au Proche-Orient (p. 708, 1974). » « Pour les juifs, la fin du tunnel est en vue, non pas en Palestine, mais à Moscou. Ubi Lenin, ubi Jerusalem (où est Lénine se trouve Jérusalem). »

« C'était écrit à contre-courant de la politique stalinienne envers l'Etat d'Israël. Mais arrivé en RFA, Bloch a révisé sa position envers le sionisme et l'Etat d'Israël. Pendant la guerre des sept jours, il a signé avec « 20 représentants de la gauche allemande » une déclaration concernant le conflit au Moyen-Orient, justifiant la politique d'Israël : « Israël a eu raison de se libérer de l'encercllement mortel des armées arabes... »

« Comparativement non

seulement aux Etats arabes, mais aussi aux Etats européens, Israël a des traits socialistes très forts. Les tensions entre classes sont moindre que dans la majorité des Etats occidentaux. Nulle part ailleurs les problèmes de propriété de terre ne sont aussi bien résolus. »

« Sans doute, cette position de Bloch est due au fait qu'il était coupé de la discussion sur ce thème. Evidemment, le fait palestinien échappe à son horizon plus ou moins eurocentriste.

Après avoir constaté ces faits, je partage néanmoins ton jugement sur l'interprétation de Marx par Bloch qui a « le mérite d'attirer l'attention sur une dimension trop négligée de la pensée socialiste et constitue une antidote salutaire à l'horizon mesquin, étroit et borné de l'idéologie stalinienne et social-démocrate ».

P., membre du GIM à Tübingen

A propos du film « La Promesse » (à FR 3, le 11 août)

La promesse (film de la FR 3, du jeudi 11 août).

Rouge du 11 août 1977 : « Il est question d'amours d'adolescence ».

Avez-vous vu le film ?

C'est par hasard que je passai devant la télé branchée sur FR 3 quand débutait l'intrigue de ce film, et c'est alors sciemment que je restais à regarder ce film qui finalement m'attachait.

Amour d'adolescence dites-vous ?

Mais la jeune Anglaise étudiante en architecture, venue en France au pair, et qui inspira « cet amour » à un garçon de 11 ans, est loin d'en être une ! N'a-t-elle pas coupé le cordon ombilical pour vivre, affranchie et indépendante hors de la cellule familiale ? Serait-elle donc d'après vous, écartée de l'aventure amoureuse qu'elle vit pourtant avec ce petit garçon dont elle a la « responsabilité ».

Cette aventure ne concernerait que l'enfant !...

C'est à mon avis de la mauvaise foi de votre part et il est dommage que ce film n'ait pas été plus compris et que Rouge se satisfasse de si peu d'esprit critique.

Cet amour d'adolescence, je le nommerai bien fort pédophilie féminine.

Oui, malgré la trop naïve pudeur (morale ?) du film, il est clair qu'un désir sexuel est échangé entre la jeune femme et l'enfant.

Et ce serait révoltant de masquer ce désir en le réduisant hypocritement pour sa bonne mauvaise conscience (ce dans quoi Rouge n'est pas tombé) à l'instinct maternel — mythe très virulent dans la société patriarcale, qui rabaisse la femme à une relation d'animalité envers l'enfant, et qui évite ainsi de poser le vrai « problème » de la sexualité de la femme et de l'enfant.

En effet certaines relations Femmes-Enfants, n'échappent-elles pas à l'idéologie mâle dominante qui ne voit d'autre sexualité que celle identifiée au pénis sublimé !

Il n'est question dans ce film ni d'amour d'adolescence, ni d'instinct maternel ; et la preuve en est paradoxalement, la relation sado-masochiste que la jeune femme entretient avec le maître de la maison.

Sans avoir de désir pour ce mec — qui représente toute la caste des mecs —, elle accepte de se laisser humilier par lui certaines nuits que la caméra a fixées dans ma tête avec cette image de la main gantée de cuir noir

qui trace sur le corps de la jeune femme des phantasmes purement viriles.

Pourquoi cette humiliation ? On peut penser que la jeune femme se sent culpabilisée à cause de son sentiment pour l'enfant, alors, elle se fait baiser par le père de cet enfant.

De toute manière, elle ne pouvait pas revendiquer cet amour, puisqu'il n'est même pas nommé, ni reconnu en tant que tel dans la société.

Ce film soulevait ce problème en filigrane, peut-être involontairement, je ne sais pas.

Ce film pouvait aussi amorcer un débat encore hésitant, à propos des relations entre les éducateurs et les enfants dont ils s'occupent — relation qui n'est certainement jamais asexuée mais qui en est encore au stade du non-dit ;

Ce film pouvait aussi nous familiariser au monde sexuel de l'enfant, et à ses demandes érotiques constantes qu'il adresse à « l'adulte »...

A quand ces débats-là dans Rouge à la rubrique vie quotidienne !!!

Une sympathisante homosexuelle.

Désolés, nous n'avons pas vu le film.

La correspondance de Rosa Luxemburg publiée aux éditions Maspéro J'étais, je suis, je serai

Une équipe de germanistes marxistes sous la direction de Georges Haupt (Claudie Weill, Irène Petit et Gilbert Badia) a publié récemment aux éditions Maspéro deux volumes de la correspondance de Rosa Luxemburg, de 1891 à sa mort en 1919, assassinée par les corps francs contre-révolutionnaires rassemblés par le social-démocrate Noske.

Les deux volumes contiennent plus de 400 lettres adressées à des correspondants dans toute l'Europe : quelques uns sont de grands noms du socialisme international (Bebel, Kautsky, Mehring, Clara Zetkin, Guesde, Plekhanov, Henriette Roland-Holst, Camille Huysmans, Karl Liebknecht) d'autres appartiennent au mouvement ouvrier polonais (Leo Jogisches, Felix Dzerjinski, Julian Marchlewski, Adolf Warsawski), allemand (Kurt Eisner, Richard Fischer, Wilhelm Pieck), russe (Axelrod, Bogdanov, Dan, Lunatcharski), danois, anglais, tchèque, etc.

Les lettres de Rosa Luxemburg sont des documents indispensables pour la compréhension de sa personnalité et pour l'étude de son activité

politique ; tous les biographes les ont abondamment utilisées dans leurs travaux. Comme le souligne Georges Haupt dans sa préface au premier volume (*Vive la lutte !*), elles éclairent « l'étendue de son champ d'action, la multiplicité de ses sphères d'intérêt, l'ampleur de ses préoccupations théoriques, politiques et humaines ». Elles apportent aussi parfois des analyses politiques significatives que Rosa Luxemburg ne voulait pas (encore) rendre publiques, mais qui témoignent de sa lucidité. Nous pensons par exemple à la lettre à Clara Zetkin du début 1907 sur le parti social-démocrate allemand, où elle se plaint amèrement, « douloureusement », de « la pusillanimité et la mesquinerie qui règnent dans notre parti », en particulier dans « la couche supérieure des rédacteurs en chef, des députés, des leaders syndicaux opportunistes ». Regardant vers l'avenir, elle souligne : « Il nous faut compter avec la résistance inévitable de ces gens-là, quand nous voudrions faire avancer les masses... ils chercheront à tout ramener à l'aune parlementaire, traite-

ront d'« ennemi du peuple » et combattront avec rage tout mouvement et tout homme qui voudra aller plus loin. » (*Vive la lutte !* p. 285). Les événements de 1914/1919 allaient confirmer cette prédiction au-delà de toute expectation, mais l'analyse pénétrante de Rosa Luxemburg ne dépasse-t-elle pas le cas de la social-démocratie allemande ?

Dans sa présentation de chaque volume, Georges Haupt trace, en quelques dizaines de pages, une intéressante synthèse de la trajectoire de Rosa Luxemburg et de la place de la correspondance dans son combat. Il montre en particulier l'unité organique de sa trajectoire intellectuelle et politique, unité fondée sur la passion révolutionnaire et sur un marxisme rigoureux et exigeant.

Au-delà de leur dimension directement politique, ces lettres, et, en particulier, celles écrites en prison, pendant la Guerre mondiale, éclairent la personnalité humaine de Rosa Luxemburg, la richesse de son esprit, l'intensité de ses inquiétudes poétiques, littéraires, sentimentales.

R. Kruszynski

Rosa Luxemburg : journaliste, polémiste, révolutionnaire

Le livre de Gilbert Badia — universitaire germaniste, ancien résistant, militant du PCF — est bien supérieur à tout ce qui avait été publié jusqu'ici sur Rosa Luxemburg dans le cadre des partis communistes et se distingue avantageusement des ouvrages stalinistes traditionnels, essentiellement voués à traquer les « déviations » de Rosa Luxemburg, suspecte de « trotskysme » depuis le tristement célèbre article de Staline en 1931 (Quelques questions sur l'histoire du bolchévisme, encore ré-édité en 1955 à titre d'« introduction » aux œuvres choisies de Rosa Luxemburg, publiées en RDA. Trotsky avait répondu à cette pièce de Staline par son article Bas les pattes devant Rosa Luxemburg).

L'ouvrage de Badia frappe tout d'abord par son érudition et par sa documentation, même si l'on peut critiquer la décision de laisser de côté la dimension polonaise des activités politiques de Rosa Luxemburg. Il est divisé en trois sections : une biographie politique de Rosa Luxemburg, dans le contexte de ses activités en Allemagne ; une analyse de sa pensée et une étude de son style littéraire. La section la plus développée est la biographie, qui étudie les grands combats politiques de Rosa Luxemburg contre le révisionnisme, contre Kautsky, contre la capitulation social-patriote de la II^e Internationale en 1914 et pour la révolution



prolétarienne en Allemagne (1918-1919).

La question clé des rapports entre Rosa Luxemburg et Lénine est étudiée de façon claire et nuancée, en soulignant, à juste titre, qu'au-delà des divergences, les deux se situent sur le même terrain fondamental : celui de la gauche internationaliste et révolutionnaire du mouvement ouvrier. Par contre le court chapitre dédié aux rapports entre Rosa Luxemburg et Trotsky est beaucoup moins convaincant, en essayant de nier, contre l'évidence, l'existence d'une quelconque « convergence » de leurs conceptions politiques. Comment interpréter, sinon comme une convergence, l'adoption par le congrès de 1908 du parti social-démocrate de Pologne, dirigé par Rosa Luxemburg, du mot d'ordre de dictature du prolétariat soutenue par la paysannerie, avancé au même moment par Trotsky ? Nous

renvoyons Gilbert Badia à la lecture des ouvrages d'Isaac Deutscher (un auteur maintenant « réhabilité » et cité par France nouvelle...) qui montrent avec précision la similitude de la démarche de Rosa Luxemburg et de Trotsky. Il est regrettable que des préjugés d'un autre âge puissent à tel point interférer avec le travail d'un historien sérieux comme Badia.

Malgré un certain manque d'unité de l'ouvrage — sa parcellisation entre la biographie, la théorie, le style, etc., qui fait disparaître l'unité du personnage Rosa Luxemburg — et sa tendance à privilégier trop l'aspect journalistique de l'activité de Rosa (il va jusqu'à écrire qu'elle a été « d'abord, avant tout, journaliste »), le livre de Badia mérite l'attention par sa clarté et par l'intelligence de certaines analyses (notamment sur le rapport Rosa Luxemburg/Lénine).

R. Kruszynski

Patti Smith et Gilly Smyth

Du rock et des poèmes

Le rock a toujours été l'affaire des mecs; avant, au début des années 1960, si une fille faisait du rock, elle ne racontait pas son histoire à elle, mais celle de son petit ami, les chansons des Shangri-las, groupe féminin de ces années en sont l'exemple le plus typique: la chanson *Leader of the pack*, c'est ça, le jeune à la James Dean, chef de gang, motorisé qui meurt dans un accident de moto, raconté par sa copine... un « chef-d'œuvre » dans le genre mélo et macho... le culte du mec en sort renforcé... Bien sûr, il y a eu plusieurs éclairs, la mère Joplin, des groupes de filles comme Fanny et Birtha, mais toujours elles ont été comparées à des types et il faut attendre aujourd'hui pour que des femmes rockers soit reconnues en tant que telles: Runaways et Patti Smith sont les plus connues.

Patti Smith est aussi poétesse et écrit des bouquins pas encore traduits en français; des textes où elle revendique son sexe de façon parfois trop aveugle en acceptant, presque, une domination mâle. Une autre avant le fit, c'est Gilli Smyth qui écrit tout le premier Gong, *Magic Brother/Mystic Sister* et faisait (et fait encore) des poèmes; son projet le plus immédiat serait une tournée pour les femmes, par les femmes, à la rentrée... à suivre... Alors deux poèmes de femmes, celui de la même Patti et celui sur le viol que Gilli Smyth récita au fameux concert d'adieu du Gong à Paris fin mai... au milieu, hélas, de beaucoup d'indifférence.

Le Gône

I am the rapist

Je suis le violeur... nan, je t'ai suivie
J'ai marché sur tes talons,
rampé après toi dans la nuit,
J'ai attendu longtemps,
jusqu'à ce que tu sois seule
Et alors, je t'ai sauté dessus

I am an animal, je suis une bête
Chaque femelle marchant seule,
je l'attrape et la viole
Et tout le monde en rit avec moi,
Même les flics; ils font ça aussi,
ce sont mes amis.
Nous sommes de vrais hommes...
Putains de femmes! C'est votre faute
Et je crache sur vous

Go! vrais hommes, flics, militaires, bêtes,
Down! down! down! à bas! à bas!
Machismo Mickey Mouse,
foutez le camp!
Fini ton vieux jeu crapuleux,
nous sommes les vengeresses
On n'en veut plus, c'est fini.

Magic Brother mystic sister;
viens frère cosmique,
Viens sœur mystique
C'est à vous de jouer, tout change
Le matriarcat va revenir, nous irons dans le ciel
Et verrons les étoiles...

Il n'y aura plus de peu, ni de violence...
Plus la terreur qui marche dans les rues sombres
Se moquant des cris des fem-



mes
Tout ça c'est périmé... Come with me, come with me now!
Gilly Smyth

(Traduction Didier Malherbe, tout le monde peut le reproduire, surtout la presse féministe.)

Sonnet

Et c'est la nuit. L'orage blanc électrique. Le lac en feu. Tu dors bruyamment. Tes grands os. Ton front lisse. Ta bouche pâle et sèche. Des lambeaux de peau sur tes lèvres fendues. Je te les ôte avec les dents, avec une

grande précision. Mâcher et rouler la balle translucide pendant une minute et la cracher vers l'horizon. De la peau. C'est tellement merveilleux de te peler le dos après l'été. Une vraie feuille de peau. Les pores imprimés au dos et un peu de duvet blond. Ta colonne vertébrale fossilisée. En dessous, la pièce olive malade.

Je serre le voile de peau contre mon visage. J'en suce un bout de tout mon cœur. La piqûre hypodermique de la pluie sur les baies vitrées. Dans ma tête le tourbillon électrique. J'en suce encore de tout mon cœur. Erection de la peau, tous les symboles de la félicité. J'étais si

étonnée, si secouée et je t'aime tant.

Patti Smith
(Traduction et interprétation MOI) extrait de WITT, Gotham Book Mart, 1973.)

L'AVANT-DERNIER DES HUMANISTES

Le réalisateur américain, Delmer Daves, est mort, mercredi 17 août en Californie, à l'âge de soixante-treize ans.

Il fut certainement le metteur en scène américain le plus décrié et le plus critiqué, par ceux qui avaient fait de « la politique des auteurs » un totem aveugle. Boudé par « les Cahiers du cinéma », à l'époque où leur jugement avait des relents de fascisme, Delver Daves a laissé sur l'écran de mes souvenirs, des films empreints d'une générosité, d'une sensibilité, d'un humanisme qui, sous chaque personnage, lui faisait chercher l'individu, et trouver dans chaque homme ou chaque femme, le ressort de ses sentiments les plus nobles. C'est certainement pour cela, que son cinéma est celui qui compte le moins de figures de « salauds ».

De ses films, il faut retenir « *Pride of the Marines* », tourné en 1945 avec John Garfield, sur le retour d'un soldat devenu

aveugle; le très beau film noir, « *les Passagers de la nuit* » (1947), avec Humphrey Bogart et Lauren Bacall. En 1950, « *la Flèche brisée* », le premier western vraiment antiraciste, puis quelques westerns qui comptent parmi les meilleurs du genre: « *l'Homme de nulle part* » (Jubal) avec Glenn Ford et « *la Dernière Caravane* » avec Richard Widmark, en 1956. « *3 h 10 pour Yuma* » en 1957, « *Cow-boy* » en 1958, et surtout, l'admirable « *Colline des potences* » en 1959, avec Gary Cooper et Maria Schell. Delmer Daves termina sa carrière par une série de films consacrés à l'adolescence, dont certains (« *Rome Adventure* » et « *la Soif de la jeunesse* ») sont d'un lyrisme magnifique et montrent quel regard généreux il savait poser sur tous ses personnages.

Delmer Daves, l'avant-dernier des humanistes, parce que la mort de Richard Brooks, signifiera la fin d'un cinéma qui laissait plus souvent parler son cœur que ses tripes.
Michel Laszlo

Télévision

TF 1	
12.35	Le monde merveilleux de la magie
13.00	Journal
13.45	Léonard de Vinci
16.40	Pour les jeunes
18.20	Actualités régionales
19.40	Adieu mes quinze ans
20.00	Journal
20.30	Au-delà de l'horizon : Jacques Cartier et les Français en Amérique. Emission d'Alain Bombard. Cartier, de Saint-Malo au Canada.
21.25	André Gagnon Chanteur-compositeur canadien
22.20	Les grandes expositions : Puvion de Chavannes
22.50	Journal
A 2	
15.00	Le monde en guerre : la vie sous le III ^e Reich L'Allemagne de 1940 à 1944.
16.00	Aujourd'hui madame
16.50	L'homme à la valise
17.40	Yao
18.05	Vacances animées
18.45	Flash d'information
18.55	Des chiffres et des lettres
19.20	Actualités régionales
19.45	En ce temps, la joie de vivre
20.00	Journal
20.30	Dossiers de l'écran <i>La Dernière Croisade</i> Film roumain de Serge Nicolaescu (1970). Débat : Michel le Brave, fondateur de la Roumanie, avec la participation d'universitaires turcs, roumains et français.
23.25	Journal
FR 3	
19.20	Actualités régionales
19.40	Pour la jeunesse
19.55	Flash journal
20.00	Les jeux de vingt heures
20.30	La brigade des cow-boys Film américain de William Hale (1968) Un western psychologique.
22.05	Journal



Pharoah Sanders à « Musique ouverte »

« Musique ouverte » à Chateaufallon PAS DE RISQUES

Jusqu'au 24 août se déroule à Chateaufallon le festival « musique ouverte 77 », étape « classique » pour les amateurs de musique, de jazz en particulier, en mal de manifestation culturelle estivale.

« Musique ouverte 77 » d'une certaine façon remet en cause un certain nombre d'appréciations positives que nous avons pu porter antérieurement.

Ainsi, l'affiche proposée paraît bien timide, sans risque. Des valeurs confirmées, bien connues, pas toujours les meilleurs Sanders, E. Jones) en cotoient d'autres, connues du public français, et méritant traditionnellement notre attention (S.

Rivers, S. Lacy, M. Portal). Quelques temps forts avec l'ensemble Ars Nova (sous la direction de Marius Constant), un trio composé de Martial Solal (piano), Césarius Alnim (contrebasse) et Daniel Humair (percussions) et avec Third Stream contemporain et non moins distingué.

Le programme ne comporte évidemment pas que des « groupes vedettes ». Il y a les « premières parties » qui sont intéressantes.

Pour preuve, la soirée du 17 août où le Quartet d'Itaru Oki déléguera, à notre sens, la musique la plus intéressante sans doute, bien qu'empreinte d'une solennité légèrement pompeuse. Pour preuve aussi la valeur

créatrice contenues dans les interventions de Claude Bernard (saxophone alto) qui s'affirme constamment comme l'un des grands spécialistes de l'instrument. Remarquable enfin, la prestation de Jacques Tholot à la batterie qui par la richesse, la précision, et la force de son jeu sut plus que soutenir mais impulser les improvisations du groupe.

Si les lecteurs de Rouge ont l'occasion d'aller écouter ces gens-là ensemble ou séparément qu'ils y aillent ! Leur ouïe bénéficiera d'une sainte et salutaire pharmacopée dont ils sauront rendre grâce aux muses créatrices de la nouvelle musique, même si Punk, elles ne sont pas.
J.M.



Tout est prévu aujourd'hui. Sur la route qui contourne La Rochelle, une grande pancarte annonce : « Touristes, point d'eau à 2 km, secouristes à 2 km et sur les pistes d'embarquement ». C'est qu'ici tout le monde se souvient de la ruée de l'année dernière. Des milliers de voitures bloquées, pare-choc contre pare-choc, sur cette sorte d'autoroute en forme de tranchée. Impossible d'en sortir. Insulations, évacouissements, crises de nerfs, réquisition des pompiers pour arroser à la lance à incendie les prisons de tôle... Au bout de l'odyssée, un paradis de 30 km de long sur 5 de large : l'île de Ré.

L'hiver, les Rhétais sont 10 000 environ. Répartis dans une dizaine de villages qui ont tous la même allure : de petites maisons qui n'excèdent jamais deux étages, serrées autour de l'église, des ruelles étroites battues par un crachin froid. A Ars, La Flotte, Saint-Martin, des barques de pêche, de légers chalutiers essaient de résister à une mer souvent enragée. Pour le reste, des parcs à huîtres — même si les plus célèbres sont à Marennes, un peu en dessous de l'île, sur le continent —, des hectares et des hectares de vignes — 1 200 au total pour produire le « pignou », du cognac et la piquette locale, du maïs et des cultures maraîchères. C'est tout ? Non. Tous les syndicats d'initiative vous le diront : à côté de la vigne, des huîtres et du maïs, il y a les plages. Ils ajouteront sans doute, une fois de plus : « Parmi les plus belles de la côte atlantique. » Ce n'est pas tout à fait faux. Ça a commencé à se savoir il y a une quinzaine d'années. Et ça s'est su de plus en plus. Résultat ? Les colonnes motorisées évoquées plus haut. A partir du 15 juin, la ronde des bacs qui, du port de La Pallice, assurent le passage vers Ré, ne cesse pas. « L'Aunisien », « le Saintongeais », « le duc de Soubise », « le Maréchal de Thoiras », etc., affichent complet des jours durant, alors que chacun d'entre eux peut transporter une centaine de voitures à la fois.

Une plage fermée

Tout se résume en un chiffre : en juillet-août, la population de l'île est estimée entre 200 et 300 000 personnes. Plus de 1 000 habitants au km². Un terrain de camping tous les 3 km²... Saint-Martin, la capitale de l'île, s'essaie à concurrencer Saint-Trop avec dix ans de retard. Le glacier du port refuse du monde tous les soirs. Le magasin de tee-shirts, chemisiers et casquettes américaines s'appelle « Love, love ». Et la rade s'emplit de yachts luxueux : les plus grands, les plus étincelants n'ont apparemment pour fonction que de permettre à leur propriétaire d'apparaître de temps en temps sur le pont, bronzé et souriant, avant d'aller dîner à terre, dans la villa machin... A quelques centaines de mètres, s'étale le pénitencier et ses 400 « droits co ». Rappelez-vous ces images de l'été 1974, celui de la révolte des prisons : lorsqu'à la lueur des projecteurs, les CRS avaient

chargé ceux de Saint-Martin, tout autour, des centaines de touristes désœuvrés applaudissaient. Comme au spectacle...

En plein mois de juillet, cette année, le premier avertissement est tombé : un arrêté préfectoral ajoutait brusquement l'une des plages les plus fréquentées de la Flotte-en-Ré à la longue liste des plages « noires ». Fermeture immédiate pour cause de pollution. Grosse colère des commerçants locaux, peu désireux de voir leurs clients fuir vers les communes voisines et concurrentes. Mais grosse colère aussi des touristes, tous surpris d'apprendre que, depuis quinze jours ou un mois, ils barbotaient allègrement dans quelques millions de bactéries pas spécialement consommables. Comment voulaient-ils qu'il en soit autrement ?

Il n'existe qu'une seule station d'épuration dans l'île, tout juste suffisante pour la commune qui l'a acquise. Des projets sont à l'étude pour Sainte-Marie et La Couarde. Mais vous savez combien coûte une petite station ? 250 millions d'anciens francs au



Des photos-souvenirs-cartes postales pour touristes.

minimum. Où voulez-vous qu'une petite commune de 500 ou 1 000 habitants, dix mois de l'année trouve l'argent nécessaire ? S'endetter lourdement, les maires y regardent à deux fois pour des équipements qui ne tourneront à plein qu'en juillet-août.

Comme l'usine d'incinération d'ordures de l'île prévue pour traiter les déchets de 150 000 habitants. Avec l'usine, on a livré huit camions flambant neuf pour le ramassage des ordures. De la mi-septembre à la mi-juin de l'année suivante, sept restent au garage, car un ou deux suffisent pour les 10 000 Rhétais. « La mer nettoie tout ça » disent les vieux. Elle nettoie pour 10 000, pas pour 200 ou 300 000...

RE: UNE ILE AUX ENCHERES

10 000 habitants l'hiver, 200 000 l'été
30 % des terres appartiennent à des touristes

Du fait du tourisme, tout est ainsi démeuré sur l'île. Les communes ont dû « s'offrir » un réseau d'adduction d'eau de trois milliards d'anciens francs pour couvrir les besoins des résidences secondaires ; les prix d'alimentation font des bonds astronomiques — 40 F le kilo de rumsteack ; des promoteurs rêvent sérieusement de construire des ensembles d'un millier de logements⁽¹⁾.

Le dernier scandale local en date, on le doit à l'EDF, dont la pratique en l'occurrence éclaire — après



Ars-en-Ré, un port de plaisance.

a sorti de son chapeau un mirifique projet : la mise en place d'une ligne à haute tension, de six kilomètres de long dans une première tranche, d'un bout à l'autre de l'île dans une seconde. Dans un pays plat comme la main, cette ligne comporterait 24 portiques « Trianon » (sic)... de 18 m de haut et 18 de large ! Et comme la ligne traverserait obligatoirement plusieurs bois, les responsables d'EDF ont sereinement prévu des « saignées » d'une quarantaine de mètres de large. A côté de l'arrêté d'utilité publique (sic bis), de l'arrêté ministériel portant exécution des travaux, on trouve la signature de... la section environnement des bâtiments de France. Les jeunes agriculteurs de l'île n'en sont pas encore revenus : « Pour le moindre hangar, le moindre ajout à une construction déjà existante, les bâtiments de France nous imposent des normes d'édification « dans le style de l'habitat local ».

Et ils acceptent un projet qui défigure définitivement le paysage de l'île ! Les nouveaux maires des premières communes concernées ont décidé de s'opposer au projet, alors que leurs prédécesseurs l'avaient accepté. Mais EDF a d'autres atouts. Et ses représentants s'en vont, paraît-il, trouver les maires des autres communes : « Ou vous faites pression sur vos collègues pour qu'ils acceptent la ligne, ou nous devons vous déléster⁽²⁾ un jour par semaine. » Ainsi va la vie sur une île qui se transforme peu à peu en parc touristique.

Car les chiffres sont formels. Si le nombre de touristes n'a cessé d'augmenter, la population, elle, n'a cessé de décroître. Le mouvement serait stoppé depuis l'année dernière et stabilisé autour de 10 000. Mais le phénomène n'est dû qu'à l'afflux de rentiers qui, venus en touristes et séduits, s'installent à demeure dans l'île pour y finir leurs jours. Autant dire qu'ils n'y renforcent pas la population active. Elle en aurait pourtant bien besoin.

Le pessimisme du directeur de la cave coopérative n'est



Le port de Saint-Martin

pas feint : « C'est la mort à longue échéance ». Il dirige la plus grosse entreprise de l'île puisque la cave regroupe 80 % de la production vinicole et maraîchère. Ils étaient près d'un millier de sociétaires il y a quelques années, ils sont 600 aujourd'hui et moins nombreux d'une année sur l'autre. Certes, la productivité à l'hectare augmente, des exploitations s'agrandissent. C'est insuffisant pour masquer des départs inquiétants.

La terre disponible fond à vue d'œil. L'île est aux enchères et les vacanciers sont les meilleurs acheteurs. Selon certaines estimations, ils possèdent aujourd'hui 30 % de sa surface. Sous la forme de petites parcelles souvent : achetant seulement 20 ou 30 ares — juste de quoi poser la tente ou la caravane « chez soi » — ils ont accepté de payer très au dessus du prix moyen. Ils entretiennent ainsi une spéculation qui élimine d'emblée les agriculteurs locaux. Seule parade des communes : le remembrement. Mais pour la plupart, il est déjà trop tard. Installés depuis longtemps, regroupés parfois en associations de défense, les touristes propriétaires s'y opposent. Ceux de La Flotte mènent ainsi depuis trois ans une lutte victorieuse contre la municipalité. Et aux Portes, une autre association a tenté, lors des dernières élections, d'emporter la mairie...

Dans le *Phare de Ré* — hebdomadaire d'intérêt local, d'annonces et d'avis divers —, un conseiller municipal rhétais commençait ainsi un article : « L'activité touristique est un élément essentiel pour le développement économique de l'île de Ré, tout le monde est d'accord sur ce point. » C'était dans le dernier numéro de juillet. Au matin du 1^{er} août, au carrefour du Gros-Jonc, célèbre dans l'île pour les morts et les blessés accumulés avant que l'on ne décide l'installation de feux tricolores, la chaussée était recouverte de grandes inscriptions à la peinture : « *Le Rhétais se meurt du tourisme* » et « *Touriste, retourne dans ton pays* ». Un bâtiment du port de Saint-Martin portait depuis longtemps un large « Touristes go home ». Tout le monde est d'accord ?

Eric Eauvives

⁽¹⁾ Dans les années 1970, un promoteur avait envisagé en plein cœur de l'île un ensemble immobilier avec aéroport, golf 18 trous etc. Le scandale avait éclaté lorsqu'il avait été révélé qu'un organisme, le CADIR 'Comité d'amé-

nagement et de développement de l'île de Ré), où l'on retrouvait Dechartre, alors secrétaire d'Etat, Barberot, dont le nom fut cité à plusieurs reprises dans des affaires concernant le SDECE, service de contre-espionnage français et un ex-ministre de Laval, en 1940, exigeait de coquets pots de vin pour faciliter le projet. Celui-ci — en version plus modeste — renaît aujourd'hui. Le nouveau promoteur serait soutenu par cinq grandes banques françaises.

⁽²⁾ Coupeure de courant momentanée pour alléger la consommation.